



RÈGLEMENT COMMUNAL
SUR LA
TAXE DE SÉJOUR

COMMUNE DE ROMANEL-SUR-LAUSANNE

RÈGLEMENT COMMUNAL SUR LA TAXE DE SÉJOUR

Le Conseil communal de Romanel-sur-Lausanne

vu l'article 3 bis de la loi sur les impôts communaux (LCom),

vu l'article 45 LCom,

vu la Convention intercommunale au sens des articles 110 à 110d de la loi vaudoise sur les communes,

Chapitre premier

Généralités

Champ d'application

Article premier – Le présent règlement (ci-dessous « le règlement ») fixe les règles d'assujettissement et les modalités de perception de la taxe de séjour sur le territoire des communes faisant partie de l'entente intercommunale intitulée Communauté touristique de la région lausannoise (« L'Entente »)¹.

1 Selon la Convention signée le xx.xx. 2007, sont actuellement concernées les communes de Bussigny, Chavannes-près-Renens, Crissier, Ecublens, Lausanne, Lutry, Pully, et Saint-Sulpice.

Taxe communale But

Art. 2 – Chaque commune de L'Entente perçoit une « taxe communale de séjour » (ci-dessous « la taxe ») destinée à favoriser le tourisme dans le périmètre de l'Entente et à y agrémenter le séjour des hôtes.

Le produit de cette taxe doit, après déduction des frais de perception et d'administration (article 9), être intégralement affecté au financement de manifestations touristiques ainsi que d'installations, de prestations et de matériel créés pour les hôtes et utiles, de manière prépondérante, à ceux-ci. Il ne peut, en aucun cas, être utilisé, en tout ou partie, pour la couverture de dépenses communales ou de frais de publicité touristique.

Chapitre II

Assujettissement, perception, affectation

Personnes assujetties

Art. 3. – Les personnes de passage ou en séjour dans un des lieux décrits à l'article 4 ci-dessous sont astreintes au paiement de la taxe, sous réserve des cas énoncés à l'article 5.

Perception

Art. 4. – Le montant de la taxe est perçu par personne dès et y compris le jour d'arrivée dans la commune et jusqu'à celui du départ, selon les montants suivants, suivant la catégorie d'hébergement :

	2008	2009	2010
a) catégorie 1			Fr. 3.40 par nuit
– hôtels 5 étoiles sup.,			
– hôtels 5 étoiles :			
b) catégorie 2			Fr. 3.10 par nuit
– hôtels 4 étoiles sup.,			
– relais-châteaux :			
c) catégorie 3			Fr. 2.80 par nuit
hôtels 4 étoiles :			
d) catégorie 4	Fr. 0.80	Fr. 1.60	Fr. 2.50 par nuit
– hôtels 3 étoiles sup.,	par nuit	par nuit	
– hôtels 3 étoiles,			
– hôtels 2 étoiles :			
e) catégorie 5	Fr. 0.80	Fr. 1.40	Fr. 2.10 par nuit
– hôtels 1 étoile,	par nuit	par nuit	
– hôtels sans étoile,			
– auberges de jeunesse			
– et assimilés,			
– beds and breakfast,			
– chambres d'hôtes,			
– gîtes ruraux,			
– hébergements religieux,			
– campings :			
f) catégorie 6			Fr. 30.00 par mois
– pensionnats,			fractionnables par
– instituts :			quinzaine
g) catégorie 7			Fr. 30.00 par mois
– appartements,			fractionnables par
– villas,			quinzaine
– studios,			
– chambres :			

Exonération

Art. 5.- Sont exonérés du paiement de la taxe :

- a) les personnes qui sont soumises à l'impôt sur le revenu et sur la fortune dans la commune :
 - les personnes ayant leur domicile principal dans la commune (y compris celles imposées au forfait)

- les personnes ayant un domicile secondaire dans la commune durant plus de 90 jours (répartition intercommunale ou intercantonale de l'impôt sur le revenu et sur la fortune)
 - les personnes soumises à l'impôt à la source
 - les personnes imposées au forfait
- b) les personnes en traitement dans les établissements médicaux dans la Commune ;
- c) les personnes indigentes ;
- d) lorsqu'ils sont en service commandé, les militaires, les personnes incorporées dans la protection civile et les pompiers ;
- e) les aides de ménage au pair ;
- f) les enfants de moins de 12 ans révolus ;

Perception

Art. 6.- La personne qui exploite un établissement ou qui tire profit de la chose louée est responsable de la perception de la taxe et du versement de celle-ci à l'organe de perception désigné par la Commune (l'organe de perception).

Les personnes qui tirent profit de la chose louée inscrivent, sur une formule qui leur est remise par l'organe de perception, les indications relatives à la perception de la taxe et aux exonérations.

Toute demande d'exonération doit être motivée au moyen d'une formule à remplir à cet effet.

Le montant de la taxe et, le cas échéant, la formule mentionnée ci-dessus dûment remplie, doivent parvenir à l'organe de perception au plus tard le 10 du mois suivant.

L'organe de perception peut encaisser directement le montant de la taxe auprès des personnes assujetties qui ne peuvent être atteintes par l'une de celles mentionnées à l'alinéa 1.

L'organe de perception peut exiger production de tout document en lien avec la taxe de séjour et il peut procéder à tout contrôle sur place.

Si un contrôle permet de découvrir des irrégularités importantes, intentionnelles ou non, dans la perception de la taxe, une expertise peut être requise pour déterminer le montant éventuellement soustrait, ce aux frais de l'assujetti ou du logeur.

Factures

Art. 7.- L'indication du montant de la taxe de séjour dans les factures que les personnes mentionnées à l'article 6, alinéa 1, présentent à leurs clients, doit faire l'objet d'une rubrique spéciale uniquement réservée à cette fin, le cas de la taxe perçue forfaitairement (art. 4, catégories 6 et 7) étant réservé.

Il est interdit de majorer la taxe de séjour.

Taxation

Art. 8.- L'organe de perception vérifie le montant de la taxe et prend une décision motivée s'il s'écarte des indications fournies par les personnes assujetties à la taxe ou celles mentionnées à l'article 6, alinéa 1. Lorsque celles-ci ne fournissent pas, en temps voulu, les indications nécessaires à cet effet, la taxation est effectuée d'office.

Frais **Art. 9.-** L'organe de perception prélève au maximum les frais effectifs de perception et d'administration sur la recette brute de la taxe perçue sur son territoire.

Affectation ¹ **Art. 10.-** Le produit net de la taxe est utilisé comme suit :

- 30% du montant perçu est acquis à la société de développement ou l'office du tourisme de la commune ou à défaut à « Lausanne-Tourisme » ;
- 20% est versé à « Lausanne-Tourisme » ;
- 50% est versé au « Fonds pour l'équipement touristique de la région lausannoise (FERL).

¹ *Convention intercommunale*

Chapitre III

Organes et compétences

Municipalité **Art. 11.-** Chaque Municipalité

- a) désigne l'organe chargé de la perception de la taxe sur son territoire communal ;
- b) peut contrôler, en tout temps, la perception de la taxe de séjour sur son territoire et l'utilisation que les organes locaux désignés à l'article 10 font des montants qui leur sont attribués ;
- c) nomme, au début de chaque législature communale, son représentant au sein de la commission et le suppléant de celui-ci ;
- d) renseigne son Conseil communal et la Commission sur la perception de la taxe de séjour et l'utilisation du produit de celle-ci, les comptes étant accessibles aux organes de contrôle des finances des communes.

Commission **Art. 12.-** Il est institué une « Commission de la taxe de séjour » – présidée par le syndic de Lausanne et comprenant, au surplus, un membre de la municipalité de chaque commune ou son suppléant, ainsi qu'un représentant de Lausanne Tourisme. Elle a pour mission :

- a) de classer les établissements dans les catégories prévues à l'article 4, lettre a à g) ;
- b) de contrôler la perception de la taxe et son utilisation par les bénéficiaires de la part du produit mise à leur disposition ;
- c) de gérer le « Fonds pour l'équipement touristique de la région lausannoise » ; elle peut toutefois, sous sa responsabilité, confier cette mission au Bureau prévu à l'article 13 ;

En outre, elle recherche une solution amiable à toutes les contestations pouvant survenir entre communes concernant l'interprétation ou l'application du règlement.

- Bureau** **Art. 13.-** Il est institué un « Bureau de la taxe de séjour » qui, présidé par le Syndic de Lausanne, est au surplus composé :
- a) de deux à quatre membres de la commission;
 - b) d'un représentant désigné par la Société des hôteliers de Lausanne et environs ;
 - c) d'un représentant désigné par la Société des cafetiers, restaurateurs et hôteliers de Lausanne ;
 - d) de deux représentants de Lausanne-Tourisme.

Le Bureau préavise les demandes d'attribution de fonds que les bénéficiaires du produit de la taxe soumettent à son examen. Il répond aux demandes et consultations présentées par la commission.

Chapitre IV

Dispositions administratives et pénales

- Recours** **Art. 14.-** Toute décision relative à la taxe peut faire l'objet d'un recours à la Commission communale de recours territorialement compétente, conformément à l'article 45 LICom.

Le recours s'exerce par acte écrit et motivé et doit être adressé dans les trente jours dès la notification à l'autorité qui a rendu la décision, conformément à l'article 46 LICom.

- Soustraction de taxe** **Art. 15.-** Les soustractions de taxe sont réprimées, sous réserve du recours à la Commission communale prévu à l'article 45, aliéna 1 LICom, par les municipalités, conformément aux dispositions de l'arrêté communal d'imposition de la Commune territoriale.

Le paiement de l'amende ne dispense pas le contrevenant de celui de la taxe due.

Le montant des amendes est versé au « FERL ».

- Autres infractions** **Art. 16.-** Les autres contraventions au règlement et à ses dispositions d'application sont réprimées par les autorités municipales de chaque commune, au sens de la loi sur les sentences municipales, de la commune où l'infraction a été commise, conformément aux dispositions de ladite loi et du règlement de police.

- Code pénal** **Art. 17.-** Sont réservées les compétences de l'autorité judiciaire concernant les actes tombant sous le coup du Code pénal.

Chapitre V

Dispositions transitoires et finales

Entrée en vigueur Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE DE ROMANEL-SUR-LAUSANNE

Adopté en séance du 15 octobre 2007

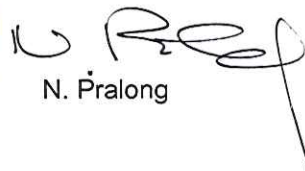
Le Syndic :

E. Schiesser



La Secrétaire :

N. Pralong



AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL DE ROMANEL-SUR-LAUSANNE

Adopté en séance du 8 novembre 2007

Le Président :

G. Comte



La Secrétaire :

C. Conus



~~Approuvé par le Chef du Département de l'économie~~

15 FEV. 2019

le

Approuvé par le
Chef du Département de l'intérieur
le

